

Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France, a signé le 25 mai à l'école Simplon de Montreuil le Plan d'investissement dans les compétences (Pic).

« J'ai le plaisir de vous annoncer que nous formerons, non pas 62 000 personnes comme nous l'a demandé le Haut-commissariat aux compétences, mais 71 900 en Ile-de-France, contre 38 960 aujourd'hui », a déclaré Valérie Pécresse, lors de la signature du Plan d'investissement dans les compétences (Pic), le 25 mai à l'<u>école Simplon de Montreuil</u>.

Entourée de Muriel Pénicaud, ministre du Travail et de Michel Cadot, préfet de la Région, Valérie Pécresse a souhaité que les 108 millions d'euros prévus dans ce cadre ne soient pas comptabilisés dans le contrat financier du gouvernement, qui prévoit de réaliser 13 milliards d'économie sur les dépenses des collectivités durant le quinquennat.

Valérie Pécresse a ajouté que la Région était prête à former 6 500 personnes aux métiers du numérique, soit les deux tiers du plan <u>10 KNUM</u>, qui ambitionne de former au numérique 10 000 personnes éloignées de l'emploi. « Nous voulons une région trilingue, a-t-elle souligné : français, anglais et code ».

Pour une tech sociale

Près de 50 % des emplois liés au numérique sont concentrés en Ile-de-France, a précisé Frédéric Bardeau, fondateur de l'école Simplon, réseau de « fabriques numériques et inclusives ». Muriel Pénicaud est persuadée que le « défi du numérique est majeur dans notre bataille pour les compétences » et qu'il peut permettre « de créer de nombreux emplois, à Marie-Galante, où j'ai inauguré une école Simplon, comme en zone rurale et pour toutes et tous... Faut y aller, les filles ! »

Alors que le numérique pénètre tous les métiers, « de très nombreuses entreprises recherchent des compétences mais paradoxalement, des demandeurs d'emploi et des jeunes sans qualification ne savent pas où aller », a déploré la ministre. Il s'agit donc de « construire dans la durée » et de développer « une technologie au service de la société, qui apporte des solutions », a-t-elle souligné lors d'un échange avec des apprenants de Simplon.

Apprendre à apprendre

« Vous avez la chance de vous former dans ce secteur avec des compétences recherchées partout », a ajouté la ministre, en insistant sur l'importance de la pédagogie simplonienne qui, en « apprenant à apprendre », permet de s'adapter à des métiers qui évoluent très rapidement, ou encore inconnus.



Le Pic contractualisé entre l'État et la Région a pour ambition « non pas de former pour former, mais pour correspondre aux besoins réels des entreprises », a par ailleurs déclaré Estelle Sauvat, Haut-commissaire à la transformation des compétences, à Centre Inffo. Avec près de 3 millions de personnes illettrées en France et près de 6 millions menacées « d'illectronisme », le Pic entend privilégier les personnes vulnérables et non diplômées, en ciblant finement les publics et les métiers en tension avec les Régions.

En 2018, L'État déploie le Pic en passant des conventions avec les Régions portant sur 150 000 formations supplémentaires, pour 670 millions d'euros. Ensuite, Régions et État signeront un pacte pluriannuel pour 2019-2022, prévoyant 11 milliards d'euros d'investissement.

Christelle Destombes (Centre Inffo pour Défi métiers)